**Taux** La BCE abaisse ses taux directeurs tandis que plusieurs pays de la zone euro sont en grande difficulté

# Face à la crise, « le risque est de faire trop peu, trop tard »

Un entretien avec Jean Pisani-Ferry, directeur du centre d'analyse économique Bruegel à Bruxelles

BRUXELLES
BUREAU EUROPÉEN

La Banque centrale européenne (BCE) a baissé, jeudi 15 janvier, d'un demi-point son principal taux directeur, à 2 %. Depuis octobre 2008, il a été réduit de 2,25 points, pour faire face à la grave crise économique qui frappe la zone euro. Celle-ci fait face par ailleurs à d'importantes tensions : les agences de notation s'interrogeant sur la solvabilité financière de plusieurs pays, comme l'Irlande, l'Espagne, le Portugal et la Grèce. Spécialiste des questions monétaires européennes, l'économiste Jean Pisani-Ferry, directeur du centre Bruegel (Brussels European and Global Economic Laboratory), analyse ces événements historiques.

**Va-t-on vers des taux zéro en Europe, comme aux Etats-Unis ?**

La décision de jeudi est logique dans un contexte de détérioration marquée de la croissance et de reflux très rapide de l'inflation. La BCE ne fait face à aucun conflit d'objectif. On est presque au taux zéro en termes réels, et en termes nominaux il reste une marge de manœuvre supplémentaire.

**Comment peut-on expliquer les différences d'approche entre la BCE et ses consœurs britanniques et américaines, aux stratégies plus agressives ?**

La situation dans la zone euro est un peu meilleure que dans les économies anglo-saxonnes qui ont été beaucoup plus touchées par la crise du crédit et de l'immobilier. En zone euro, le boom immobilier n'a pas été un phénomène général ; il n'a pas touché l'Allemagne, moins la France que l'Espagne. Nous avons aussi des économies moins volatiles, grâce au poids de l'Etat, et des dispositifs de protection sociale. Enfin, la rapidité de décision de la BCE n'est pas la même non plus, car elle doit chercher un consensus en son sein.

**La BCE aurait-elle pu agir plus vite et plus fort pour contrer la récession ?**

Dans l'ensemble, la BCE a agi rapidement et fortement pour juguler la crise sur le marché interbancaire. Elle a eu une politique de baisse de taux rapide. Elle a seulement fait une erreur de diagnostic au mois de juillet 2008 lorsqu'elle a augmenté les taux, à un moment où la crise inflationniste sur le pétrole et les matières premières occultait la crise financière. Globalement, la Banque centrale a mieux passé le test de la crise que les autres institutions économiques européennes.

**L'Allemagne a décidé de lancer un deuxième plan de relance cette semaine. La politique budgétaire est elle adaptée, elle aussi ?**

L'Allemagne était au départ très réticente à la relance, mais avec ce nouveau plan elle s'est clairement engagée. Proportionnellement au produit intérieur brut (PIB), son effort budgétaire en 2009 sera sans doute deux fois plus important que celui de la France. Chefs d'Etat et de gouvernement des Vingt-Sept ont convenu d'engager jusqu'à 1,5 % du PIB européen. En tenant compte du nouveau plan allemand, on atteint plutôt les 0,8 %. L'Europe est clairement en retrait des Etats-Unis. Le risque demeure de faire trop peu, trop tard.

**Les divergences entre les pays de la zone euro compliquent-elles les choix monétaires et budgétaires ?**

Aujourd'hui, tout le monde est en récession ou s'apprête à y entrer. Deux pays, l'Espagne et l'Irlande, souffrent en plus d'une crise interne de grande ampleur en raison de la fin de la bulle immobilière. C'est une leçon pour l'avenir : il aurait fallu casser la bulle immobilière en limitant l'accès au crédit. Pas facile à faire pour un gouvernement dans un contexte économique euphorique à l'époque.

**Que vous inspire le cas grec, dont la dette vient d'être déclassée par les agences de notation ?**

Nous voyons les prémices de la première crise de défiance à l'égard d'un pays à l'intérieur de la zone euro. Le Grec a des difficultés sociales et politiques, sa dette publique est élevée, et les investisseurs se montrent réticents à prêter à l'Etat grec. Il y a un risque d'aggravation pour le pays et au-delà pour l'ensemble de la zone euro, dont l'arsenal ne comporte pas d'instrument pour gérer des crises de ce type en son sein.

**Les pays en difficulté, comme la Grèce, auraient-ils intérêt à sortir de la zone euro ?**

Sortir de la zone euro n'est pas une solution, car la dette publique grecque est, comme les autres, libellée en euro. Ne serait-ce qu'envisager cette possibilité ferait exploser le coût de cette dette.

**Les pays non membres de la zone euro souhaitent la rejoindre au plus vite. Est-ce une bonne idée ?**

La crise est arrivée brutalement sur ces pays, qui ont construit leur expansion économique sur l'appel aux capitaux extérieurs. Une entrée précipitée n'est pas la solution. ■

PROPOS RECUEILLIS PAR PHILIPPE RICARD

L'économiste Jean Pisani-Ferry estime que pour les pays en difficulté, comme la Grèce, « sortir de la zone euro n'est pas une solution ». MARC MELIN POUR « LE MONDE »

## Jean-Claude Trichet exclut des taux à zéro pour cent dans la zone euro

LE PRÉSIDENT de la Banque centrale européenne (BCE), Jean-Claude Trichet, a estimé, vendredi 16 janvier, qu'il n'envisageait pas d'abaisser les taux directeurs jusqu'au niveau de zéro pour cent, comme l'ont fait la Réserve fédérale américaine et la Banque du Japon. « *Si vous me demandez jusqu'à quand pouvons aller jusqu'à zéro, je vous réponds : "non, nous n'y irons pas"* », a-t-il déclaré à la télévision publique japonaise NHK. Il n'a en revanche pas exclu de nouvelles baisses des taux. « *A la question, "est-ce que 2 % est le plus bas niveau que vous allez atteindre ?", je vous réponds "non, nous verrons ce qui est nécessaire"* », a-t-il encore précisé.

La veille, le conseil des gouverneurs de la BCE avait, comme prévu, abaissé d'un demi-point son taux directeur, ramené de 2,5 % à 2 %. Pour justifier ce geste, M. Trichet a expliqué que « *la BCE avait anticipé une poursuite du ralentissement significatif* » de l'économie de la zone euro.

Les mauvaises statistiques, notamment en provenance d'Allemagne, se sont accumulées au cours des derniers jours, faisant craindre une contraction du produit intérieur brut (PIB) beaucoup plus forte que prévu jusqu'à présent. M. Trichet a aussi souligné que le conseil avait pris en compte « *l'allègement significatif des pressions inflationnistes* ». En décembre 2008, l'inflation sur un an est tombée à 1,6 % seulement, en dessous de l'objectif à moyen terme de la BCE d'un taux inférieur mais proche de 2 %. « *La BCE envoie un signal de confiance pour l'économie et les marchés financiers* », a commenté le ministre allemand de l'économie Michael Glos.

Les économistes parent sur une nouvelle baisse de ses taux en mars après une pause en février. « *Mars est le prochain rendez-vous important pour prendre des décisions* » en matière de politique monétaire, a d'ailleurs précisé, M. Trichet. ■

PIERRE-ANTOINE DELHOMMAIS

▶ PRINCIPAL TAUX DIRECTEUR DE LA BANQUE CENTRALE EUROPÉENNE

ÉPARGNE APRÈS LA CONTROVERSE POLITIQUE

## Le taux du Livret A sera révisé tous les trois mois

JEUDI 15 JANVIER, folle journée : après une cacophonie au sommet de l'Etat, le taux du Livret A a été officiellement arrêté à 2,25 %, à compter du 1er février, au lieu de 4 % actuellement.

C'est François Fillon qui est venu annoncer la nouvelle, lors de ses vœux à la mi-journée, contraint de rectifier son message de la veille. Interrogé mercredi sur Public Sénat, le premier ministre avait rejeté l'idée d'un « *coup de pouce* » au livret d'épargne préféré des Français, laissant augurer un taux abaissé à 2 %, en raison de la baisse de l'inflation et des taux d'intérêt.

M. Fillon s'est efforcé de minimiser l'incident, en se retranchant derrière « *la recommandation* » du gouverneur de la Banque de France, Christian Noyer, fixée à 2,5 % pour éviter une baisse de rémunération trop brutale de cette épargne populaire.

De fait, le communiqué de la Banque de France, initialement prévu dans l'après-midi, était opportunément sorti en fin de matinée, juste avant les vœux du premier ministre. Cela a permis au chef du gouvernement de déclarer : « *Y aura-t-il un coup de pouce au Livret A ? Non. Nous suivrons scrupuleusement les recommandations du gouverneur de la Banque de France.* »

Cette controverse a surpris les acteurs de l'épargne réglementée, puisqu'au vu des prévisions d'inflation, la baisse du Livret A était prévisible depuis la fin 2008. André Babeau, professeur à l'université Paris-Dauphine, associé du Bureau d'informations et de prévisions économiques (BIPE), rappelle cependant que la dépolitisation du Livret A est un leurre : « *Cette décision concerne tellement de Français qu'elle fortement un sens politique*, souligne l'ex-président de l'ancien Comité des taux réglementés. *Comme dans un bon western, on distribue à chaque fois les rôles, les bons étant ceux qui veulent des taux élevés, les méchants des taux bas.* »

### « Corridor »

Pour M. Babeau, la réforme du mode de fixation du taux annoncée par le gouvernement – une revision tous les trois mois, avec une amplitude de variation limitée à 1,5 % – paraît opportune. « *Le principe d'un corridor est judicieux. Cela permettra d'éviter les variations trop brutales à la hausse comme à la baisse, certains éléments pouvant être temporaires comme les poussées inflationnistes*, explique M. Babeau. *Le capitalisme est cyclique, les variations de prix aussi.* »

Michel Camdessus, gouverneur honoraire de la Banque de France, avait déjà proposé, dans un récent rapport, une revision du taux tous les trois mois : « *L'idée de réduire l'écart entre le taux du Livret A et les impulsions monétaires est bonne. Il ne faut pas que les instruments réglementés restent immobiles quand la politique monétaire fluctue.* » Un tiers des produits financiers, rappelle-t-il, sont réglementés. ■

ANNE MICHEL

FINANCE LE PRÉSIDENT DE LA RÉPUBLIQUE VEUT ASSORTIR LES AIDES DE L'ÉTAT DE CONTREPARTIES

## M. Sarkozy exige que les banques limitent dividendes et bonus

LE CHEF de l'Etat, Nicolas Sarkozy, accroît sa pression sur les banques, le seul levier dont il dispose véritablement, en France, pour tenter de moraliser le capitalisme financier. Lors de ses vœux aux forces économiques, jeudi 15 janvier à Vesoul, il a prévenu que l'Etat allait assortir sa nouvelle aide au secteur bancaire (10,5 milliards d'euros, une somme équivalente à celle déjà attribuée en décembre 2008) de contreparties non négociables.

Pour être admis au guichet de l'Etat, les établissements de crédit devront s'engager à : limiter les dividendes qu'ils verseront à leurs actionnaires au titre de l'année 2008 ; geler « *la part variable* » des rémunérations des dirigeants, qui peut représenter jusqu'à 60 % voire 80 % du salaire annuel ; proscrire les rachats d'actions, une pratique jugée incompatible avec ces aides ; et finalement, accroître les crédits aux entreprises, notamment pour soutenir les exportations.

En position de force face aux banques, dont certaines ont un besoin urgent de cette nouvelle injection d'argent public, et que l'opinion tient pour responsables de tous les maux de la planète, M. Sarkozy les a rudoyées. « *Elles ont des engagements à tenir vis-à-vis des acteurs économiques et vis-à-vis des Français* », a-t-il déclaré.

### « Bouc émissaire »

Pour faire taire les critiques sur les cadeaux faits aux banques, virulentes à gauche, le chef de l'Etat a fait valoir qu'il s'agissait d'une dette remunérée : « *L'Etat aura reçu, fin janvier, 300 millions d'euros en rémunérations des garanties et des fonds qu'il a apportés aux banques. Cela fera 800 millions d'euros d'ici à la fin de l'année* ».

L'appel à la modération adressé aux banques vaut pour toutes les entreprises que l'Etat prévoit d'aider, et notamment pour le secteur automobile (*lire aussi page 12*). Depuis plusieurs jours, des membres du gouvernement et des proches du chef de l'Etat sont mobilisés, pour mettre en garde les entreprises et leurs actionnaires.

Pour leur part, les banquiers, contraints au silence, assument leur double statut de responsable et, désormais disent-ils, de « *bouc émissaire* » de la crise. L'Elysée leur avait déjà passé ses consignes de modération, pour le versement des dividendes et des bonus, lors de réunions privées ces dernières semaines.

Les plus dociles se recrutent parmi les banques qui ne peuvent se passer des fonds propres promis par l'Etat, pour éponger des pertes ou renforcer leurs ratios. Celles-la sont toutes prêtes à signer un « *gentleman agreement* » avec l'Etat lors de la mise à disposition des fonds publics.

Les autres rappellent que la fixation des dividendes et des bonus est du ressort de leurs conseils d'administration, prévus en février. « *Les conseils décideront en toute indépendance, mais seront pragmatiques et certainement pas aveugles* », glisse l'une d'elles. ■

A. Mi

FINANCE

### Bank of America reçoit 20 milliards de dollars du Trésor américain

Le Trésor américain a annoncé, vendredi 16 janvier à Washington, que Bank of America (BoA) va recevoir 20 milliards de dollars (15 milliards d'euros) d'argent public pour l'aider à absorber Merrill Lynch. Les avoirs de BoA seront garantis à hauteur de 118 milliards de dollars. En échange, le Trésor recevra une participation au capital constitué d'actions préférentielles avec un dividende de 8 %. BoA avait reçu 15 milliards dans le cadre du plan de recapitalisation des banques et 10 milliards promis à Merrill Lynch.

**AUTOMOBILE** EN ÉCHANGE D'UN PLAN D'AIDE

# L'Elysée veut que les constructeurs produisent plus en France

LES RÉUNIONS s'intensifient entre Renault, PSA Peugeot Citroën et le gouvernement pour mettre en place un plan de sauvetage de l'automobile. Une réunion ministérielle devait se tenir à Bruxelles vendredi 16 janvier. « *Nous allons discuter des mesures qui ont déjà été prises dans certains pays et celles qui sont envisagées. L'idée étant de mettre en place une action concertée* », explique l'un des participants. Le futur plan européen devra intégrer et compléter les aides nationales.

En déplacement à Vesoul, dans une usine de PSA, jeudi, Nicolas Sarkozy a promis des moyens importants pour l'automobile. « *On mettra le paquet pour que nos industries automobiles soient plus fortes de la crise qu'elles n'y sont rentrées* », a-t-il déclaré. En contrepartie, le chef de l'Etat entend notamment obtenir des constructeurs qu'ils localisent les emplois en France. « *Qu'on délocalise pour gagner un nouveau marché au Brésil, […] je le comprends parfaitement mais qu'on fasse fabriquer ailleurs qu'en France des voitures qu'on vend ensuite en France, c'est plus difficile à accepter* », a-t-il lancé en présence de Christian Streiff, le président de PSA. M. Sarkozy s'est dit « *surpris* » d'avoir constaté que la France est devenue importatrice nette de véhicules. Selon les chiffres de la direction nationale des douanes, elle affichait un déficit net de 4,4 milliards d'euros sur douze mois à la fin novembre 2008.

Depuis 2006, Renault comme PSA fabriquent de plus en plus à l'étranger. Selon les données du Comité des constructeurs français d'automobiles (CCFA), la production nationale a baissé de 10,3 % sur les neuf premiers mois de 2008, alors que celle réalisée à l'étranger progressait de 10,4 %. La tendance est plus marquée chez Renault, dont la production française plonge de 22,7 %, tandis qu'elle augmente de 16,7 % à l'étranger.

En Europe, les constructeurs français privilégient les pays à bas coûts. Si la première Twingo était produite dans l'usine de Flins (Yvelines), la nouvelle version est fabriquée à Novo Mesto en Slovénie. De même la nouvelle Megane est produite à Palencia en Espagne. Seule la Scenic est à Douai. Chez Renault, on indique que 44 % des voitures vendues en France sont produites dans l'Hexagone et que la Clio, la deuxième voiture la plus vendue en France, est produite à Flins.

Même discours chez PSA : « *Nous produisons plus de voitures en France que nous n'en vendons* », où l'on précise que la 207, la voiture la plus vendue en France par le groupe, est localisée à Poissy. Les allemands parviennent à maintenir et mieux à augmenter leur production nationale. Entre 2006 et 2007 elle est passée de 5,4 millions à 5,7 millions sur un total de 10,9 millions.

Renault et PSA jurent qu'ils s'implanteront localement pour vendre localement. Cet argument ne tient qu'un temps. En réalité, l'intérêt est de basculer une partie de leur production dans des pays où le coût horaire de la main d'œuvre est jusqu'à dix fois moins élevé qu'en France. Selon Patrick Pelata, directeur général de Renault, en dix ans, le coût horaire a augmenté de 50 % en France et de 30 % en Allemagne. « *Si l'on veut maintenir les sites, il faudra les aider à être compétitifs* », admet Luc Chatel, secrétaire d'Etat à l'Industrie. Une action sur la fiscalité et les charges sera ainsi engagée. ■

NATHALIE BRAFMAN

### Le marché européen a chuté de 7,8 % en 2008

Le marché automobile européen a enregistré, en 2008, sa plus forte chute de ventes de voitures neuves depuis 1993. Au total, 14,7 millions d'unités ont été vendues, soit un plongeon de 7,8 %. Les deux derniers mois de l'année ont été catastrophiques, avec une baisse de 17,8 % en décembre et de 25,8 % en novembre. Parmi les grands marchés, l'Espagne a le plus souffert avec une chute de 28,1 % sur douze mois, la plus forte baisse de son histoire. Le Royaume-Uni a aussi connu sa plus mauvaise année depuis 1996 (avec une baisse de 11,3 % à 2,13 millions d'unités). L'Italie a chuté de 13,4 % et l'Allemagne de 2 %. Grâce au bonus-malus, la France a résisté, avec une baisse de 0,7 %.

**Le rendez-vous des jeunes diplômés et des entreprises qui recrutent**

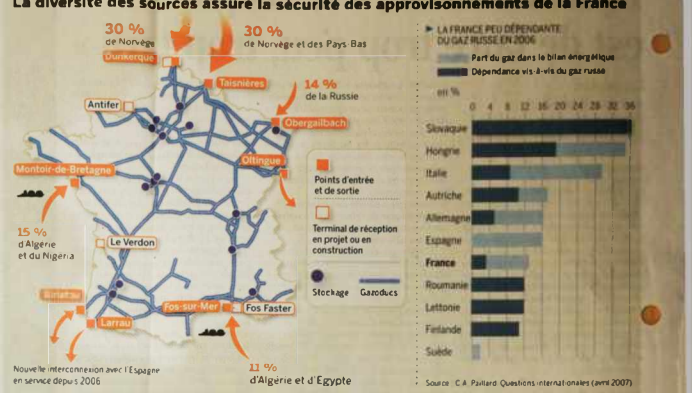
Un sondage EXCLUSIF réalisé pour Le Monde et PUBLI@RP :
" les personnalités préférées des jeunes cadres "

Vous souhaitez recevoir gratuitement Le Monde campus (édition hiver 2008)

Faites votre demande par mail à l'adresse suivante : campus@mondepub.fr en précisant vos nom, prénom et adresse postale complète.

# GDF Suez, inquiet de l'attitude de Gazprom

**La diversité des sources assure la sécurité des approvisionnements de la France**




**Gaz naturel liquéfié (GNL) : du puits aux consommateurs**

Le groupe d'énergie estime que la France ne pourra tenir un hiver rigoureux sans gaz russe

La « guerre du gaz » entre la Russie et l'Ukraine s'est poursuivie, vendredi 16 janvier, sans que le ballet diplomatique entre « belligérants » et représentants de l'Union européenne (UE) ne laisse entrevoir une sortie de crise. Ni Kiev, ni les capitales européennes ne semblent disposées à accepter la proposition d'un sommet à Moscou, samedi, formulée par le président russe, Dmitri Medvedev. Plusieurs pays d'Europe centrale et orientale restent durement touchés par la fermeture des vannes décidée le 7 janvier par Moscou qui accuse Kiev de « voler » le gaz destiné aux Européens.

Dix jours après cette décision, les dirigeants de GDF Suez – le groupe implanté une grande partie du gaz consommé dans l'Hexagone – s'inquiètent et s'impatientent de ce blocage politique. Ils ont fourni quatre experts à la délégation d'observateurs internationaux dépêchée par l'UE sur les gazoducs de transit ukrainiens. Patron de la branche Gaz-GNL, Jean-Marie Dauger s'est rendu à Moscou mercredi, avec un dirigeant du groupe allemand E. ON Ruhrgas, pour réclamer à Gazprom des explications et la reprise des livraisons.

### Mise en scène télévisée

Une image a, en effet, frappé certains dirigeants de GDF Suez : la mise en scène télévisée de la rencontre du premier ministre, Vladimir Poutine, avec le PDG de Gazprom, Alexei Miller, le 7 janvier. Quand celui-ci lui demande l'autorisation d'« *arrêter les livraisons* », M. Poutine répond : « *Je vous d'accord, avec votre proposition, mais cela doit être fait publiquement, en présence des observateurs internationaux.* » Une décision sans précédent, note un dirigeant de GDF Suez – au fait des relations étroites entre Gazprom et le Kremlin, mais habitué aux liens de confiance tissés depuis 35 ans avec les Russes.

L'agitation et l'impuissance de l'UE irritent aussi les industriels. Si les ministres de l'énergie ont récemment souligné que « *l'accès et l'investissement dans le stockage de gaz doivent être améliorés* » et que « *des stocks stratégiques doivent être envisagés par les Etats membres* » (comme pour le pétrole), les Européens sont incapables de parler d'une seule voix. Ainsi Silvio Berlusconi, le président du conseil italien, a déclaré qu'il « *ne peut pas comprendre les retards de Gazprom* ».

Discrètement, l'UE pousse les grands groupes gaziers européens – GDF Suez, E. ON Ruhrgas et l'italien ENI – à faire pression ensemble sur Gazprom pour trouver une solution. Cela ne manque pas de sel quand on sait qu'au nom de la concurrence, Bruxelles a tout fait pour démanteler les grands groupes d'énergie, notamment en séparant leurs activités de production et de transport, note un patron européen. Il voit dans la crise la justification de géants intégrés de ce secteur.

Pour l'heure, la France est protégée, même si ses stocks de gaz (équivalents à plus de 80 jours de consommation moyenne) ont baissé de 12 % ? D'abord par la diversification de ses approvisionnement, plus grande que celle de l'Allemagne ou de l'Italie ; et par la très faible part du gaz dans la generation d'electricite (90 % provenant du nucleaire et de l'hydraulique). Les réserves (plus de 5 milliards de mètres cubes) restent importantes. Jean-François Cirelli, le vice président de GDF Suez, rappelle néanmoins que la France aurait du mal à tenir tout un hiver rigoureux sans gaz russe. Une hypothèse que, pour l'heure, les experts excluent. ■

JEAN-MICHEL BEZAT

**AÉRONAUTIQUE** L'AVIONNEUR EUROPÉEN PRÉVOIT UNE CHUTE DE 50 % DE SES COMMANDES

# Pour Airbus, l'année 2009 est « placée sous le signe de la tempête »

POUR aborder 2009, Airbus a retenu deux symboles : une boule de cristal, permettant au directeur commercial John Leahy de faire les prévisions de commandes, et une photo de turbulences nuageuses en formation préfigurant un cyclone pour décrire la situation. « *L'année 2009 est placée sous le signe de la tempête* », a insisté, jeudi 15 janvier le patron d'Airbus, Thomas Enders, en présentant à Toulouse, les résultats de l'année 2008.

Certes, l'avionneur européen a repris la première place face à Boeing, sur le marché des avions de plus de cent places, mais cette satisfaction est occultée par l'incertitude ambiante. « *Je serai content si nous parvenons à livrer à peu près autant d'avions en 2009 qu'en 2008* », a jugé M. Enders, en saluant le record des 483 appareils produits l'an dernier.

Pour les ventes en revanche, le scénario est sombre. « *Nous espérons 300 à 400 commandes* », pronostique M. Leahy. Ce serait une chute de plus de la moitié par rapport aux 777 commandes engrangées en 2008, et loin des records de 2005 et 2007, années au cours desquelles plus de 1 000 appareils avaient été vendus. Le marché est en train de retrouver son niveau des années 1990. Les commandes seront inférieures aux livraisons.

Cependant, l'effet de cette chute ne sera pas immédiat sur l'activité du groupe, les livraisons intervenant plusieurs années plus tard. De plus, comme Boeing, l'avionneur européen dispose d'un carnet de commandes record représentant près de sept années de production, ce qui devrait lui permettre d'amortir dans le temps les effets de la crise.

Les inquiétudes concernent la situation des compagnies aériennes pour qui 2009 s'annonce « *horrible* », selon M. Enders. Le risque de commandes annulées ou différées pour des raisons financières est important. Près de 80 % du prix d'un avion est payé au moment de sa réception par le client, celui-ci ayant versé un acompte de 5 % lors de la prise de commande et réglé environ 20 % six mois avant la sortie des chaînes de montage. Chaque semaine, Airbus fait le point sur l'évolution du programme, sa préoccupation étant de « *protéger ses livraisons* », a expliqué M. Enders.

### Aider clients et fournisseurs

En 2009, il lui faudra éviter toute rupture de charge, en proposant à des compagnies d'avancer des livraisons pour combler les vides dus aux reports. En prévision, Airbus a déjà décidé de stopper l'augmentation prévue des montées en cadence de ces A320, l'avion le plus vendu de sa gamme.

Disposant d'une importante trésorerie, l'avionneur européen va aussi aider ses clients. Ce ne sera pas suffisant. Tout dépendra aussi de l'attitude des banques qui, pour l'instant, refusent d'accorder des prêts aux compagnies, même à celles présentant des garanties solides. Selon M. Leahy, les agences de garanties de crédit à l'exportation, telles la Coface en France ou Hermes en Allemagne, devraient doubler leur contribution pour soutenir jusqu'à la moitié des achats. Concernant les sous-traitants, dont certains sont victimes de la crise automobile, l'avionneur les aide « *autant que faire se peut* », a ajouté Fabrice Brégier, directeur général du groupe.

Pour l'instant, cette crise n'a pas d'impact social sur les 53 000 salariés d'Airbus, dont les effectifs se réduisent dans le cadre du plan Power 8, décidé avant la crise. Les dirigeants estiment disposer d'une marge de manœuvre avec les 25 000 intérimaires et sous-traitants travaillant sur les sites en Europe. « *Cela ne veut pas dire qu'ils peuvent tous disparaître du jour au lendemain* », tempère M. Brégier. ■

DOMINIQUE GALLOIS